



# Assemblée générale

Soixante-douzième session

**79<sup>e</sup>** séance plénière

Mardi 20 mars 2018, à 15 heures  
New York

Documents officiels

Président : M. Lajčák ..... (Slovaquie)

*En l'absence du Président, M. Tevi (Vanuatu),  
Vice-Président, assume la présidence.*

*La séance est ouverte à 15 h 10.*

## Point 70 de l'ordre du jour (suite)

### Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

#### Réunion commémorative à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale

#### Le Président par intérim (*parle en anglais*) :

L'Assemblée générale se réunit pour commémorer la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale et pour tenir un débat sur la promotion de la tolérance, de l'inclusion, de l'unité et du respect de la diversité dans le contexte de la lutte contre la discrimination raciale, conformément au paragraphe 26 de la résolution 72/157 du 19 décembre 2017.

Je m'exprime au nom du Président de l'Assemblée générale, M. Miroslav Lajčák, qui ne peut se joindre à nous aujourd'hui en raison d'une affaire urgente dans son pays.

L'origine de cette journée nous rappelle le chemin parcouru. Les lois d'apartheid appartiennent au passé. Nous devons veiller à ce qu'un tel système ne prenne plus jamais racine nulle part dans le monde. Hélas de nos jours, nous sommes toujours aux prises avec les retombées des lois, des politiques et de la pensée

racistes. Les séquelles du génocide, de l'esclavage et d'autres atrocités fondées sur la race continuent de nous hanter. Toutefois, nous avons au sein de cette instance la possibilité de nous engager une nouvelle fois à mettre pour toujours fin à la discrimination raciale.

La commémoration de cette année est particulièrement émouvante parce que nous célébrons également le centenaire de la naissance de Nelson Mandela. Entre autres principes que nous enseigne l'histoire de sa vie, il y a la tolérance, l'inclusion, l'unité et le respect de la diversité. Cela fait également 70 ans qu'a été adoptée la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui promeut la dignité et la valeur de la personne humaine, l'égalité et la non-discrimination, entre autres choses. Ce sont là les valeurs qui doivent guider notre vie. Nous avons tous notre pierre à apporter à l'édifice.

L'Organisation des Nations Unies dispose des outils nécessaires pour lutter contre la discrimination raciale. La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale est entrée en vigueur il y a près de 50 ans. Depuis lors, nous avons adopté la Déclaration et le Programme d'action de Durban. En outre, l'un des fondements du Programme de développement durable à l'horizon 2030 est la non-discrimination. Toutefois, nous devons concrétiser ces paroles par des actes. Nous devons défendre le jeune homme qui est ignoré lors d'un entretien d'embauche en raison de la couleur de sa peau, et la jeune fille exclue de la société ou victime de la violence, uniquement en

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 ([verbatimrecords@un.org](mailto:verbatimrecords@un.org)). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

18-07688(F)



Document adapté

Merci de recycler



raison de sa race. La maltraitance des personnes sur la base de leur race ne se fait pas en vase clos. Elle touche tous les aspects de notre vie – du développement à la paix et aux droits de l'homme universels.

Le débat d'aujourd'hui souligne l'importance du dialogue et de la coopération multilatérale dans la lutte contre le racisme. L'Assemblée générale est l'organe le plus représentatif et le plus diversifié de l'ONU. Les 193 États Membres sont tous représentés ici. Il est approprié que nous tenions ce débat au sein de cette instance. Dans cette salle, nous sommes tous égaux. Personne n'est mieux que nous et nous ne sommes pas mieux que quiconque.

Le large éventail de vues améliore les travaux de l'Assemblée générale et renforce sa légitimité. Le respect et la tolérance des différences d'autrui sont donc le pilier de l'Assemblée générale. Le dialogue va de pair avec le multilatéralisme. Nous devons parler ouvertement de la discrimination raciale. Et surtout, nous devons écouter nos voisins et amis dans le village planétaire afin d'entendre les récits qui mettent au jour notre humanité commune en dépit de nos spécificités et de nos différences. De même, dans nos pays, nos villes et nos villages, nous devons ouvrir les yeux et les oreilles pour dialoguer avec autrui. C'est cela qui nous engagera sur la voie de la cohésion, de l'inclusion et de l'intégration, et qui contrecarrera la discrimination, la xénophobie et l'intolérance. Le dialogue doit inclure les enfants et les jeunes. Il est important d'impartir aux personnes dès leur plus jeune âge les connaissances nécessaires pour lutter contre la discrimination raciale.

Enfin, l'ONU a le devoir de veiller à ce que la discrimination raciale soit reléguée au passé. Nous avons de nombreux outils à notre disposition – du dialogue à l'action multilatérale et aux accords et plans novateurs. Utilisons la plateforme la plus variée au monde pour garantir un traitement égal à tous.

Jedonne maintenant la parole au Secrétaire général.

**Le Secrétaire général** (*parle en anglais*) : La Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale commémore le massacre de Sharpeville – l'horrible massacre de 69 personnes qui manifestaient pacifiquement contre l'apartheid en Afrique du Sud. Le régime d'apartheid était fondé sur la discrimination raciale institutionnalisée. Heureusement, il a finalement été relégué au passé avec la libération de prison et l'accession à la présidence de Nelson Mandela, dont nous commémorons le centenaire cette année.

Le souvenir de Sharpeville perdure en cette commémoration annuelle à l'ONU, lorsque nous réaffirmons notre rejet catégorique de toutes les formes de racisme, de xénophobie et d'intolérance. Malheureusement, de telles attitudes persistent dans des pays et des communautés partout dans le monde. Le traitement odieux infligé aux musulmans Rohingya au Myanmar en est un exemple tragique et brutal.

Il est temps que toutes les nations et tous les individus respectent les termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui reconnaît la dignité intrinsèque et les droits égaux et inaliénables de tous les membres de la race humaine. Cette année marque le soixante-dixième anniversaire de ce document historique. Depuis, nous avons fait des progrès considérables. Les peuples du monde ont acquis davantage de liberté et d'égalité. Les conditions de la misère et de l'exploitation économiques profondes ont été améliorées. Les droits des femmes ont progressé en même temps que les droits des enfants, des victimes de la discriminations raciale et religieuse, des peuples autochtones et des personnes handicapées. Les auteurs de terribles violations des droits de l'homme ont été poursuivis par les juridictions pénales internationales.

Toutefois, il est clair également que les termes de la Déclaration universelle ne correspondent pas encore aux faits sur le terrain. Dans la pratique, les droits fondamentaux de personnes partout dans le monde sont encore limités, voire totalement inexistant. L'inégalité entre les sexes reste une question urgente alors qu'un nombre incalculable de femmes et de filles sont confrontées quotidiennement à l'insécurité, à la violence et à la violation de leurs droits. Nous assistons également à une augmentation alarmante de la xénophobie, du racisme et de l'intolérance, notamment l'antisémitisme et l'islamophobie. Les partis politiques d'extrême droite et néo-nazis connaissent une résurgence. Les réfugiés et les migrants sont systématiquement privés de leurs droits et injustement et fausement vilipendés comme s'ils représentaient une menace pour les sociétés qu'ils cherchent à rejoindre en dépit des avantages avérés qu'ils apportent. Nous avons encore beaucoup de chemin à faire avant d'en finir avec les comportements, les mesures et les pratiques discriminatoires qui affligent notre monde.

En cette Journée internationale, nous devons examiner la façon dont nous pouvons mieux promouvoir la tolérance, l'intégration et le respect de la diversité dans tous les pays et entre toutes les communautés.

Attachons-nous à éliminer les messages de haine et la notion du « nous et eux » – l'attitude erronée selon laquelle nous pouvons accepter certaines personnes et en rejeter et en exclure d'autres simplement du fait de leur apparence, de leur lieu de culte ou de la personne qu'elles aiment. Nous devons garder à l'esprit les conséquences graves de la pensée raciste, telles que la discrimination, l'esclavage et le génocide. Nous devons toujours résister aux dirigeants qui propagent leur vision toxique de la supériorité raciale, en particulier lorsqu'ils recourent à un langage « assaini » pour dénigrer les migrants et les étrangers. Nous devons protéger les jeunes de ces forces de l'intolérance et de la division. Nous ne pouvons pas permettre que les idéologies extrémistes deviennent normalisées et légitimées dans nos sociétés.

La réponse consiste à prêcher et à pratiquer la tolérance, l'intégration et le respect de la diversité. Et cela sera possible grâce à plus de débats et à une plus grande ouverture, ainsi qu'à l'échange de vues, d'expériences et de perspectives différentes, et grâce aussi à un certain modèle de leadership – le type de leadership admirablement illustré par Nelson Mandela – qui soit suffisamment courageux et fondé sur des principes pour lutter contre l'intolérance, le racisme et la discrimination sous toutes leurs formes. Voilà pourquoi l'ONU a été créée.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Conformément à la résolution 72/157, je donne maintenant la parole à M. Zeid Ra'ad Al Hussein, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

**M. Al Hussein** (Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme) (*parle en anglais*) : La Déclaration universelle des droits de l'homme, dont nous célébrons le soixante-dixième anniversaire cette année, stipule clairement à l'article 1 sa position de principe et de fait, à savoir que « [t]ous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits ». Cela est souligné par la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui dispose que

« toute doctrine de supériorité fondée sur la différenciation entre les races est scientifiquement fausse, moralement condamnable et socialement injuste et dangereuse et que rien ne saurait justifier, où que ce soit, la discrimination raciale, ni en théorie ni en pratique ».

Ces textes fondamentaux ont aidé des millions de personnes à être à l'abri de la violence, de l'injustice et

de la paupérisation, selon l'idée répugnante qu'il existe des races inférieures d'êtres humains. Cependant, aujourd'hui, la xénophobie et la discrimination fondées sur la race, l'origine ethnique ou nationale ou la religion atteignent des niveaux inquiétants et sont souvent activement encouragées à des fins politiques par des politiciens et autres responsables. La haine est dirigée contre les migrants. Les communautés musulmanes sont stigmatisées, vilipendées et attaquées. Les insultes antisémites sont de nouveau à la hausse et d'autres minorités religieuses, comme les chrétiens, sont également visées par une discrimination et des violences grandissantes dans certaines régions. Parallèlement, même dans certaines des sociétés les plus prospères, les peuples autochtones, les personnes d'ascendance africaine et d'autres minorités continuent d'être victimes d'un racisme structurel profondément enraciné.

Partout où un enfant est humilié et où on lui fait sentir qu'il n'est pas digne d'un traitement égal en raison de sa couleur de peau ou de sa communauté de naissance; partout où des groupes entiers de personnes sont traités avec mépris et privés de l'égalité d'accès à la justice, à l'emploi, au logement, au droit de vote ou à la citoyenneté; partout où il y a discrimination et incitation à la haine, c'est le précepte fondamental de la Charte des Nations Unies, qui appelle à pratiquer la tolérance et à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, qui est bafoué.

La discrimination raciale n'est pas seulement une question d'injustice individuelle. La Déclaration universelle des droits de l'homme est très claire quant au fait que lorsque les droits ne sont pas protégés, cela peut déboucher sur des conflits. L'expérience a démontré à maintes reprises que la discrimination, l'intolérance, les préjugés et la désignation de boucs émissaires ne conduisent pas seulement à des fractures désastreuses au sein de la société, qui mettent en danger la cohésion nationale, mais souvent aussi à l'apparition de menaces à la paix régionale et à des conflits. J'encourage tous les décideurs à réfléchir aux engagements qu'ils ont pris dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban qui ont réaffirmé, en 2001, que « [l]e maintien et la promotion de la tolérance, du pluralisme et du respect de la diversité peuvent produire des sociétés moins exclusives ».

L'histoire de chaque État Membre de l'Organisation des Nations Unies a été façonnée par l'évolution des forces des déplacements humains à travers les frontières et les océans. Chaque société est multiforme, avec des

communautés différentes qui sont fières de leur identité et qui contribuent à la réalisation d'objectifs communs. L'acceptation active de la diversité, que nous appelons « tolérance », est le grand marqueur de sociétés fortes et stables dans lesquelles chacun a la possibilité de participer pleinement et ainsi d'apporter sa contribution.

Je pense à Nelson Mandela, un des géants des droits de l'homme, qui, par la seule force de son leadership fondé sur des principes et la puissance de ses idées, a réussi à ce que son pays tourne le dos au gouffre au bord duquel il se tenait. Avec ma prédécesseure, Mary Robinson, Nelson Mandela a défini une vision de la tolérance et de la diversité au XXI<sup>e</sup> siècle, sur laquelle j'invite instamment tous les dirigeants à méditer.

Nous pouvons repousser les forces de la haine, du sectarisme et de la violence, et construire des sociétés qui reposent sur l'égalité et la justice. Pour nous libérer, nous et nos semblables, de cette injustice écrasante qu'est la discrimination, nous devons faire disparaître les comportements fondés sur les préjugés raciaux, ethniques et religieux dans nos sociétés. Nous devons donner réellement et en permanence la priorité aux messages et aux politiques qui vont dans le sens du respect mutuel. Nous devons tenir les promesses d'inclusion, qui sont au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il n'est pas de tâche plus urgente pour la survie de la race humaine sur cette planète que nous partageons tous.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je voudrais maintenant consulter les membres s'agissant d'inviter les personnes suivantes à faire des déclarations, conformément au paragraphe 26 de la résolution 72/157 et comme indiqué dans la lettre du Président de l'Assemblée générale en date du 9 mars : M<sup>me</sup> Tendayi Achiume, Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, et M<sup>me</sup> Gay McDougall, membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

Sans créer de précédent, puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite inviter ces personnes à faire des déclarations à la présente séance?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

**M<sup>me</sup> Achiume** (Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un grand honneur et un privilège que de prendre aujourd'hui la parole devant l'Assemblée générale pour la première fois en tant que Rapporteuse spéciale à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Je tiens à remercier le Président de l'Assemblée d'avoir organisé la manifestation d'aujourd'hui dont j'espère qu'elle sera éclairante et vivante.

Partout dans le monde, l'égalité raciale est mise à mal. Les discours de haine abjects et pleinement assumés et les idéologies prônant la suprématie raciale sont passés de la marginalité au courant dominant. Aujourd'hui, l'intolérance raciale, ethnique et religieuse alimente les violations des droits de l'homme, y compris la violence extrême dont sont victimes les minorités, les réfugiés, les migrants, les apatrides et les personnes déplacées, avec un effet particulièrement aigu sur les femmes et les personnes ayant une identité ou des orientations sexuelles différentes.

Cette intolérance est totalement décomplexée. Des jeunes qui défilent au son des chants néo-nazis à Charlottesville, Varsovie ou Berlin aux attitudes racistes et xénophobes des politiciens au plus haut niveau; du nettoyage ethnique des musulmans rohingyas au recours excessif à la force militaire pour contrôler les communautés d'ascendance africaine dans différentes parties du monde, les atteintes à la dignité humaine de millions de personnes ont pris des proportions alarmantes. L'assassinat sauvage de Marielle Franco, cette militante antiraciste afro-brésilienne courageuse, forte et engagée, n'est qu'un exemple récent de la terreur meurtrière que vivent au quotidien les peuples autochtones, les personnes d'ascendance africaine et différentes communautés raciales, nationales, religieuses et ethniques à travers le monde. Marielle Franco et tous ceux, nombreux, qui sont morts pour l'égalité raciale méritent justice.

La montée de ce racisme et de cette xénophobie clairement affirmés rend d'autant plus importante la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Cette année, la Journée coïncide avec le soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et la célébration de ce qui aurait été le centenaire de Nelson Mandela - un leader dont la vision et l'engagement en faveur de l'égalité raciale réelle doivent continuer d'inciter



les dirigeants du monde entier, y compris ceux qui sont ici dans la salle de l'Assemblée, à parachever l'œuvre qui a défini sa vie.

La Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale est un appel à l'unité aux niveaux local, national et mondial, et à l'affirmation des principes de dignité humaine, d'égalité réelle et de non-discrimination. La Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale doit venir nous rappeler que le problème du racisme est plus répandu et plus profond encore que ses manifestations choquantes que nous voyons tous les jours dans les médias ou même dans le discours politique dominant dans nos pays.

Aujourd'hui plus que jamais, la lutte contre la discrimination raciale doit être comprise et menée au niveau structurel, même dans l'inquiétant climat actuel, qui risque d'attirer l'attention du monde uniquement sur les cas individuels les plus flagrants de discrimination et d'intolérance. Les États, les organisations de la société civile, les mouvements sociaux et les militants, ainsi que l'ensemble du système des Nations Unies, doivent consacrer une énergie et une attention renouvelées à la lutte contre les facteurs structurels de l'inégalité raciale, y compris, comme le reconnaissent la Déclaration et le Programme d'action de Durban de 2001, ceux qui sont enracinés dans l'histoire et l'héritage de l'esclavage et du colonialisme.

Parallèlement, il faut d'urgence que la communauté mondiale se penche sur la question des conditions structurelles, économiques, politiques et juridiques qui favorisent le ressentiment racial et xénophobe infondé des populations nationales qui perçoivent les minorités et les non-nationaux comme des menaces existentielles et en font des boucs émissaires. Pour ceux qui veulent faire avancer les droits de l'homme, cela veut dire qu'ils doivent prendre au sérieux le mécontentement et la marginalisation économique de ceux qui sont les principales victimes des politiques néolibérales mondialisées qui protègent le capital et négligent le travail ainsi que des politiques de ceux dont les mesures d'austérité ont appauvri de nombreuses communautés qui ne jouissent pas des réseaux d'appui et de parrainage dont bénéficient les élites financières mondiales.

Cela signifie aussi qu'il faut affronter le fait que la montée du nationalisme populiste a au moins autant à voir avec une perte de confiance généralisée dans l'establishment politique qui privilégie les élites qu'avec la rhétorique xénophobe offensante des idéologues extrémistes. Cela est particulièrement évident dans le

contexte des réactions hostiles aux réfugiés et aux migrants involontaires dans différentes régions du monde, où des lacunes dans les cadres juridiques internationaux existants se conjuguent à des politiques nationales à courte vue pour renforcer des mouvements chaotiques et dangereux. Et ce chaos exacerbe les inquiétudes hostiles aux migrants.

Qu'il me soit permis d'être direct. Les campagnes de défense des droits de l'homme qui promeuvent uniquement la cohésion dans un contexte plus larges de restrictions croissantes à la migration ne fonctionneront pas. La lutte contre la discrimination à l'égard des migrants et de tous les autres groupes marginalisés exige des réformes structurelles qui encouragent la cohésion et en font une logique fondamentale de la politique gouvernementale et de la participation du secteur privé dans toute communauté et toute société.

Il incombe aux États, notamment au travers des négociations en cours sur le pacte mondial sur les migrations et le pacte mondial sur les réfugiés, d'ouvrir des voies de migration légales et de prendre d'autres mesures concrètes nécessaires pour créer un cadre international qui favorise l'égalité réelle pour tous. Une telle mesure importante consisterait à faire explicitement référence dans le pacte mondial pour les migrations à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, en tant que source d'importantes normes relatives aux droits de l'homme que les États sont tenus de respecter, de promouvoir et de réaliser, même dans le contexte des migrations internationales.

Les États et les autres acteurs doivent également rester vigilants et redoubler d'efforts pour lutter contre les manifestations structurelles de la discrimination et des inégalités raciales, qui sont interdites en vertu du droit international des droits de l'homme. Mettre fin au profilage racial par des agents des forces de l'ordre est tout aussi urgent que mettre un terme aux crimes haineux violents perpétrés par des acteurs privés. Il est tout aussi urgent de dénoncer les politiques xénophobes contre les migrations de musulmans qui reposent sur des hypothèses erronées et offensantes concernant des groupes religieux tout entiers que de dénoncer les déclarations expressément antisémites ou islamophobes faites par des dirigeants politiques. Il est tout aussi urgent de mettre un terme aux déplacements forcés et à l'extinction culturelle de minorités ethniques et raciales et de peuples autochtones, qui sont le résultat de projets de construction et d'extraction formulées par

les gouvernements et les sociétés multinationales que de faire face à la résurgence du néonazisme. Il ne doit y avoir aujourd'hui aucun compromis dans la quête de l'égalité raciale. Le monde ne peut se permettre d'ignorer aucun des différents aspects du problème du racisme, de la xénophobie et de l'intolérance – surtout pas les forces qui s'attachent effectivement à subordonner structurellement certains groupes sur la base de leur race, de leur appartenance ethnique, de leur origine nationale, de leur religion, de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur statut de citoyeneté.

Le regain de la haine et discrimination raciale et xénophobe structurelle qui y est associée ne menace pas que les groupes particuliers qui sont leur cible directe. L'extrémisme et l'exclusion raciale systémique menacent les fondements politiques et juridiques de chacun des États qui font partie de notre ordre international. À la lumière de la situation alarmante actuelle, j'ai décidé de traiter des effets du nationalisme populiste sur l'égalité raciale et les préoccupations connexes en matière de droits de l'homme dans mon premier rapport à l'Assemblée générale, que je présenterai en octobre. Dans les mois à venir, je solliciterai des contributions des États Membres, ainsi que des parties intéressées, afin de donner une vue d'ensemble de la question des droits de l'homme et de formuler des recommandations concrètes et appropriées.

De même, mon premier rapport au Conseil des droits de l'homme en juin traitera des divers moyens par lesquels les lois sur la citoyenneté, la nationalité et l'immigration sont aujourd'hui des moyens puissants de pratiquer l'exclusion raciale et ethnique qui vise souvent des groupes historiquement victimes de discrimination. La Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale fait obligation aux États de s'engager à nouveau à respecter les principes fondamentaux des droits de l'homme, qui comprennent une garantie d'égalité réelle pour tous, indépendamment de la race, de l'origine ethnique ou nationale, de la religion, du sexe, de l'orientation sexuelle, de la citoyenneté et d'autres motifs sociaux traditionnellement déployés pour subordonner systématiquement certains groupes de la société.

J'encourage vivement les États à renouveler leurs engagements notamment durant la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et de collaborer de bonne foi avec les mécanismes de défense des droits de l'homme antiraciste au sein de l'ONU. Il s'agit notamment d'accepter les visites dans les pays des

titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et de respecter le processus de présentation de rapports au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier chaleureusement le Gouvernement britannique de m'avoir invitée à effectuer ma première visite officielle au début du mois de mai. Je me réjouis à la perspective d'un dialogue constructif et fructueux. Je tiens également à assurer les États Membres que je les félicite de s'être engagés à collaborer dans la lutte contre le racisme, notamment par des visites officielles, et j'espère sincèrement recevoir bientôt de nouvelles invitations.

Il est temps d'agir contre la discrimination raciale et la xénophobie. Je remercie le Conseil de son attention et je me réjouis à la perspective d'avoir un dialogue animé et passionnant.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Gay McDougall, membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

**M<sup>me</sup> McDougall** (Comité pour l'élimination de la discrimination raciale) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à remercier l'Assemblée générale de cette occasion qui m'est donnée et de l'honneur qui m'est fait de prendre la parole au nom du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

Chaque année, nous nous réunissons à l'occasion de cette journée de commémoration solennelle des 69 vies perdues à Sharpeville, en Afrique du Sud, en 1960, lors d'une manifestation contre l'apartheid – l'une des formes les plus viles de racisme institutionnel. Chaque année, la communauté internationale évalue nos progrès, afin de déterminer dans quelle mesure l'humanité a pu dépasser le pire de notre nature, dans quelle mesure nous avons pu passer outre aux pires aspects du racisme. Il y a eu des progrès, c'est indéniable. C'était un 21 mars, en 1990, que la Namibie s'est libérée de l'apartheid d'Afrique du Sud.

Aujourd'hui, le système de l'apartheid est évidemment démantelé. Et le système séparé et inégal de ségrégation – le régime dans lequel je suis née et ai grandi dans le sud de ce pays – a également été vaincu. Nous avons tous travaillé ensemble et d'arrache-pied pour créer les conditions qui ont rendu ces progrès possibles. Aujourd'hui, cependant, les progrès réalisés au cours des 50 années écoulées depuis l'adoption de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale sont de plus en

plus compromis par les menaces émanant de toutes les régions du monde.

À cet égard, il devient chaque jour plus clair pour notre Comité qu'il existe un climat toxique créé par des discours incendiaires et racistes de haine qui sont tolérés par les dirigeants politiques au plus haut niveau, qui soit ne les condamnent pas soit les intègrent dans leurs propres programmes électoraux. La faiblesse de leur leadership a ouvert la porte à la propagation des idées les plus préjudiciables de supériorité raciale et à l'expression sans retenue de discours de haine. Même dans les régions les plus riches du monde, les membres les plus défavorisés de la population sont de plus en plus souvent présentés comme des menaces pour l'économie, la culture et les valeurs du pays dans lequel ils résident. Les enfants, les femmes et les hommes qui fuient le chaos tous plus démunis et désespérés les uns que les autres, au lieu d'être accueillis avec empathie, sont régulièrement victimes d'agressions à caractère raciste, se heurtent à des murs infranchissables, se retrouvent dans des camps de détention, et sont soumis à des actes de torture, à des atteintes sexuelles et à des déportations sommaires.

Il y a encore quelques années, il aurait été impensable que le Comité ait une quelconque raison d'adopter une déclaration, comme nous l'avons fait en novembre dernier, dénonçant la vente aux enchères de migrants noirs réduits en esclavage alors qu'ils cherchaient refuge en Libye. Dans le même temps, la communauté internationale, qui a pourtant juré « plus jamais ça », assiste au refoulement de centaines de milliers de villageois rohingyas qui sont très certainement en danger de génocide. Les peuples autochtones sont dépossédés de leurs terres ancestrales par des projets de développement qui profitent de manière inadmissible du fait que ces communautés n'ont quasiment aucun pouvoir en raison des injustices du passé.

En ratifiant la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, tous les États s'engagent à prendre des mesures immédiates et efficaces dans les domaines de l'éducation, de la culture et de l'information, pour lutter contre les préjugés et favoriser la compréhension et l'amitié entre nations et groupes raciaux ou ethniques. C'est à l'école que nous apprenons à vivre ensemble. C'est dans les écoles qu'on apprend à respecter les différentes cultures et à valoriser la diversité. L'éducation est un des outils les plus puissants qui soient en matière d'inclusion; mais de nouvelles tendances inquiétantes se font jour, parmi

lesquelles la privatisation croissante des systèmes scolaires, qui a de nombreuses conséquences, à commencer par une ségrégation accrue et le renforcement des inégalités en matière d'accès à l'éducation.

Les médias, en particulier les réseaux sociaux, jouent un rôle important dans la formation des convictions sociales et politiques des individus. Nous ne savons que trop comment la manipulation délibérée de l'information peut favoriser l'intolérance. C'est pourquoi le Comité que je représente invite à une prise de conscience des médias et préconise qu'ils aient aussi pour responsabilité d'agir en faveur d'une plus grande diversité. Il est fondamental de diffuser largement des campagnes d'information attirant l'attention sur les préjudices causés par les discours de haine d'inspiration raciste. Quand la rhétorique anti-migrants a commencé à échapper à tout contrôle, le Comité a exhorté les États à prendre des mesures volontaristes pour faire évoluer le discours sur les migrations afin de mettre l'accent sur les contributions positives des migrants et des réfugiés, qui apportent avec eux l'innovation et enrichissent les sociétés, les cultures et les économies du monde entier.

Enfin, le défi le plus redoutable est sans doute celui qui consiste à s'attaquer à la pauvreté et à l'exclusion économique, qui sont à la fois une cause et une conséquence de la discrimination raciale dans tous les pays. Ceux qui sont victimes d'une discrimination endémique sont les plus pauvres d'entre les plus pauvres. Ces personnes sont souvent prises dans un cercle vicieux qui conjugue dénuement et désespoir et se transmet de génération en génération, ce qui fait qu'il est d'autant plus difficile de les sortir de la pauvreté. La Recommandation générale no 32 formulée par le Comité sur les mesures spéciales et l'objectif de développement durable no 10 constituent à la fois un engagement et un outil pour les États qui ouvrent la voie à une société plus inclusive, plus égalitaire et plus durable qui profitera à tous de la même manière. Rien n'est plus puissant que l'engagement pris par les États, ici même dans cette salle, qu'à l'avenir, ils ne laisseront personne de côté.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Gambie, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Afrique.

**M. Tangara** (Gambie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom du Groupe des États d'Afrique à l'occasion de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

Notre continent a subi de graves violations des droits de l'homme en raison du racisme. Les pratiques de l'esclavage, de la traite transatlantique des esclaves, du colonialisme et de l'apartheid ont infligé de grandes douleurs et de profondes souffrances à nos peuples, et porté atteinte à leur dignité humaine. Nous nous inquiétons de voir que, bien que ces pratiques aient pris fin il y a plusieurs décennies, leurs effets en cascade continuent de se faire sentir sous de nouvelles formes, en particulier aujourd'hui à l'heure de la mondialisation. Les peuples de notre continent, et du Sud de manière générale, sont victimes des nouvelles formes et des manifestations contemporaines du racisme, au premier rang desquelles l'incitation à la haine à l'égard des migrants et des réfugiés.

Au lendemain de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, c'est avec fierté que le Groupe des États Afrique a pris la tête de plusieurs programmes phares pour l'éradication de tous les fléaux liés au racisme. Dans ce cadre, le Groupe a recensé des lacunes importantes dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de 1965, auxquelles il faut remédier au nom du noble principe de la dignité humaine et de l'égalité réelles pour tous. Les quatre domaines identifiés comme nécessitant l'attention de la communauté internationale sont la xénophobie, l'islamophobie, l'antisémitisme et l'incitation à la haine, notamment par le biais des médias. De l'avis du Groupe des États d'Afrique, les lacunes substantielles que je viens de mentionner doivent être comblées grâce à l'élaboration de protocoles additionnels à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. À cet égard, nous sommes reconnaissants au Gouvernement zimbabwéen pour son rôle de chef de file en ce qui concerne les initiatives actuelles relatives à l'élaboration de protocoles additionnels à la Convention, qui mettent l'accent sur l'incitation à la haine. En dépit des difficultés, le Groupe des États d'Afrique apprécie que nos efforts ont abouti à la proclamation par l'Assemblée générale de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et au programme d'activités pour la mise en oeuvre du Programme de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Nous attendons avec optimisme l'examen à mi-parcours de ce dernier, qui aura lieu en 2020.

En outre, le Groupe des États d'Afrique est déterminé à créer un forum permanent pour les personnes d'ascendance africaine de toute urgence, à titre

prioritaire et parce que c'est une nécessité. Les conditions de vie des personnes d'ascendance africaine dans les pays et juridictions dont ils sont ressortissants sont très inquiétantes en raison de la discrimination dont elles sont victimes, en particulier dans les domaines du logement, de l'éducation, de la santé et de l'emploi. Le Groupe des États d'Afrique s'engage à être solidaire des peuples d'Afrique du Sud en cette commémoration spéciale tandis que nous engageons une réflexion sur les pertes tragiques en vies humaines survenues le 21 mars 1960.

L'ancienne Organisation de l'unité africaine a joué un rôle de premier plan pour que cette journée soit reconnue par l'ONU comme la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale en souvenir de l'événement tragique qui a eu lieu en Afrique du Sud. Tout en félicitant l'Afrique du Sud, en particulier des vaillants efforts qui ont conduit à son premier Président démocratiquement élu, Nelson Mandela, dont nous allons célébrer le centenaire tout au long de l'année 2018, nous tenons à rappeler à l'ONU les dangers actuels posés par le racisme. Il se manifeste sous la forme d'idéologies extrêmes, comme la suprématie blanche et le populisme. Ces fléaux sont l'antithèse des nobles principes de sociétés inclusives, de diversité et de tolérance en tant que valeurs chères pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Ainsi, le système des droits de l'homme est confronté à la tâche redoutable de faire en sorte que tous les maux du racisme soient effectivement combattus.

Le Groupe des États d'Afrique continuera d'apporter son plein appui aux initiatives de l'ONU visant à promouvoir la dignité et l'égalité humaines, telles qu'envisagées dans la Charte internationale des droits de l'homme adoptée par l'ONU en 1948.

*(l'orateur poursuit en français)*

Nous aimerions réitérer ici que pour éradiquer le racisme, il est important que l'accent soit mis sur l'éducation et la promotion du dialogue interculturel et interreligieux. Nous sommes convaincus qu'à travers ce dialogue, nous mettrons davantage l'accent sur les valeurs qui nous unissent plutôt que sur ce qui nous divise. Ne dit-on pas que la beauté du tapis persan vient de la variété et de la diversité des couleurs? Et cela nous permettra aussi de combattre certaines idéologies qui nous poussent à ériger nos us et coutumes et nos croyances comme critères pour distinguer le vrai du faux et le bien du mal. Ainsi, pourra-t-on arriver à une symbiose culturelle qui nous mènera vers ce qu'un fils illustre de



l'Afrique, Léopold Sédar Senghor, appelait la civilisation de l'universel dans le village planétaire.

*(l'orateur reprend en anglais)*

Le Groupe des États d'Afrique demande au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'accorder une grande place et beaucoup de visibilité aux programmes des Nations Unies consacrés à l'élimination de la discrimination raciale, notamment en allouant des ressources suffisantes pour l'action de son Bureau. Par ailleurs, nous offrons notre plein appui à la nouvelle Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et l'appui sans réserve du Groupe des États d'Afrique au cours de son mandat.

**Le Président par intérim** *(parle en anglais)* : Je donne maintenant la parole à la représentante du Qatar, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique.

**Mme Al-Thani** (Qatar) *(parle en anglais)* : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des États membres du Groupe des États d'Asie et du Pacifique en ma qualité de Présidente pour le mois de mars. Tout d'abord, nous tenons à remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué cette séance commémorative pour célébrer cette date importante qu'est la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Nous exprimons également notre gratitude aux orateurs qui ont partagé leur précieux travail et leurs visions concernant l'élimination de la discrimination raciale.

Les pays de notre région se caractérisent par une grande diversité en termes d'appartenance ethnique, de langue, de religion et de culture, ce qui rend le thème de notre présente séance – « Promotion de la tolérance, de l'inclusion, de l'unité et du respect de la diversité dans le contexte de la lutte contre la discrimination raciale » – très pertinent et important pour notre région. Le Groupe des États d'Asie et du Pacifique se déclare préoccupé par la montée de l'intolérance, de la haine, du profilage racial et des stéréotypes négatifs fondés sur la religion, la langue, la culture ou l'origine ethnique. Cette tendance inquiétante exige des actions concrètes étayées par une forte volonté politique de mobiliser tous les efforts aux niveaux national, régional et international pour lutter contre toutes les formes et manifestations de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance dans le cadre de la coopération, des partenariats et de l'inclusion.

L'éducation et la sensibilisation aux différentes cultures et religions jouent un rôle essentiel dans la promotion de la tolérance, l'acceptation et le respect de la diversité. Nous devons nous attacher davantage à corriger les malentendus, à lutter contre les stéréotypes négatifs et à promouvoir l'harmonie et la tolérance dans un souci de diversité culturelle, ethnique et religieuse. Le Groupe des États d'Asie et du Pacifique réaffirme l'importance de l'adhésion universelle et de l'application intégrale et effective de la Convention internationale de 2001 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et le résultat de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue à Durban en 2001, à savoir la Déclaration et le Programme d'action de Durban, qui constitue une base solide pour lutter contre toutes les formes de racisme et offrir des remèdes adéquats aux victimes. Les États membres du Groupe des États d'Asie et du Pacifique s'attachent sans relâche à trouver les moyens de promouvoir les valeurs de tolérance et d'acceptation des différences entre les individus et de diffuser une culture de respect de la diversité au sein de nos communautés et entre nos pays et les autres nations du monde.

Au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique, je voudrais réitérer notre ferme engagement et notre détermination sans faille pour que la lutte contre la discrimination raciale demeure une priorité de premier ordre dans nos pays respectifs et dans le monde entier.

**Le Président par intérim** *(parle en anglais)* : Je donne maintenant la parole au représentant d'Israël, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

**M. Danon** (Israël) *(parle en anglais)* : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

Le calendrier de l'ONU est rempli de journées internationales marquant des manifestations et des thèmes d'importance, mais seuls quelques-uns sont étroitement liés à la naissance de l'Organisation. L'Holocauste, au cours duquel six millions de Juifs ont été massacrés, a été un acte de discrimination raciale sans précédent. Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été systématiquement assassinés sous prétexte de supériorité raciale. Aujourd'hui, nous nous réunissons en tant que communauté internationale unie avec un message clair

qui fait écho à l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme : la tolérance, l'inclusion, l'unité et le respect de la diversité sont la bonne décision. Il n'y a pas de race supérieure. Il n'y a pas de religion supérieure et pas de culture supérieure. Nous naissons tous égaux, avec les mêmes droits et libertés, sans distinction.

La discrimination raciale a été et reste, malheureusement, un des plus grands maux de notre monde. C'est pourquoi il est impératif que nous continuions à la combattre. Nous devons condamner énergiquement ces actes terribles et enseigner à nos enfants la diversité et la tolérance si nous voulons vraiment éliminer toutes les formes de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. Nous devons unir nos efforts pour perpétuer le souvenir de ceux qui ont été victimes de la discrimination raciale.

Au centre de nos engagements mondiaux en vue d'éliminer la discrimination raciale, il y a la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ratifiée par presque tous les États. Les experts indépendants du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale se consacrent au suivi de son application et à l'élaboration de politiques de lutte contre ces horribles manifestations de haine. Mais l'application de la Convention par les États parties ne suffit pas. Nous devons collaborer avec les groupes de la société civile qui surveillent la situation et alertent les gouvernements et la communauté internationale sur les cas de racisme et de discrimination raciale. C'est la société tout entière qui doit s'engager dans cette lutte.

Hélas, les tendances actuelles à travers le monde montrent que le racisme est de nouveau à la hausse. On constate une augmentation alarmante de la violence à caractère raciste, propagée par un discours de haine qu'il devient de plus en plus difficile de stopper à l'ère des progrès technologiques.

En cette Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, faisons de nouveau la promesse de ne jamais être indifférents. Comme l'a dit Elie Wiesel, lauréat du prix Nobel de la paix, « l'indifférence, pour moi, est l'incarnation du mal ». Dénonçons haut et fort toutes les formes de racisme. Utilisons les instruments tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale pour faire en sorte que la situation ne s'aggrave pas. Célébrons et chérissons la diversité pour que les heures les plus sombres de l'histoire ne se répètent pas.

Enfin, n'oublions jamais que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Uruguay, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

**M. Bermúdez Álvarez** (Uruguay) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe régional des États d'Amérique latine et des Caraïbes. Tout d'abord, qu'il me soit permis d'exprimer notre profonde gratitude au Président de l'Assemblée générale, S. E. M. Miroslav Lajčák, pour avoir convoqué cette réunion commémorative de la plénière à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Je remercie tout particulièrement le Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, de sa présence et de sa déclaration. Je tiens également à remercier le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Zeid Ra'ad Al Hussein, la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, M<sup>me</sup> Tendayi Achiume, et M<sup>me</sup> Gay McDougall, membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, de leur participation à la séance d'aujourd'hui.

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits, et peuvent contribuer de manière constructive au développement et au bien-être de la société à laquelle ils appartiennent. En ce sens, toutes les doctrines arguant d'une supériorité raciale sont scientifiquement fausses, moralement condamnables, socialement injustes et dangereuses et doivent être rejetées, de même que les théories qui cherchent à prouver l'existence de races humaines distinctes. Le fanatisme, la discrimination et la xénophobie sont contraires aux normes et aux règles internationales en matière de droits de l'homme. La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale nous donne à tous la base juridique pour prendre toutes les mesures qui s'imposent afin d'éliminer rapidement la discrimination raciale sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, et de prévenir et combattre les doctrines et pratiques racistes de manière à promouvoir l'entente entre les races et à bâtir une communauté internationale exempte de toute forme de ségrégation et de discrimination raciales.

Toutefois, l'importance exceptionnelle de cet instrument juridique doit s'appuyer sur le devoir moral qui nous incombe en tant qu'États d'aller au-delà de ses

dispositions et d'adopter une démarche volontariste en vue de l'élimination de toutes les formes de discrimination. Dans le même esprit, le Programme de développement durable à l'horizon est la dernière réitération en date de l'appel à garantir l'égalité des chances et à mettre fin à la discrimination. Nous insistons sur le fait qu'il ne peut y avoir de développement durable si tous les êtres humains n'y ont pas accès et si les systèmes socioéconomiques créent des sociétés stratifiées non pas en fonction de l'effort, de la contribution, du mérite ou de la réussite de chacun, mais en fonction de sa nationalité, de sa race ou de son sexe.

Les États ont entrepris de nombreux efforts et initiatives pour proscrire la discrimination et la ségrégation raciales, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée afin de permettre la pleine jouissance des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que des droits civils et politiques pour tous, sans distinction d'aucune sorte. Malheureusement, en dépit de ces efforts, des millions d'êtres humains continuent d'être victimes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, y compris de leurs formes et manifestations contemporaines, dont certaines sont extrêmement violentes. Il existe un grand nombre d'instruments juridiques qui intègrent les principes de liberté, d'égalité et de non-discrimination. Toutefois, il demeure nécessaire de veiller à ce que ce qui est énoncé dans les textes juridiques se traduise effectivement par le plein exercice de ces droits, et cette obligation incombe à chacun d'entre nous, les États Membres.

Les membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes condamnent avec la plus grande fermeté la persistance et la résurgence des fléaux du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée dans de nombreuses régions du monde, et ils s'engagent à prendre des mesures concrètes pour prévenir et condamner de tels agissements. De nombreux pays de notre région sont composés de populations multiethniques, multiculturelles et multilingues, et sont constitués d'une mosaïque d'hommes et de femmes venus de toutes les origines ethniques à travers le monde. Nous savons que la diversité de nos populations est notre force et nous sommes profondément préoccupés par la multiplication de campagnes politiques fondées sur la discrimination et le racisme.

Nos sociétés profitent de la richesse de la diversité de nos populations. Nous sommes conscients que

promouvoir la pleine participation et contribution de tous nos concitoyens est d'une importance fondamentale et que le développement durable n'est possible que si tous y ont accès, sans distinction de race, de couleur de peau, d'ascendance ou d'origine nationale et ethnique. Nous partageons une vision globale des migrations internationales fondée sur les droits de l'homme, qui rejette la criminalisation des migrations irrégulières, ainsi que toutes les formes de racisme, de xénophobie et de discrimination à l'égard des migrants, et reconnaît les contributions qu'apportent les migrants à leurs pays d'origine comme à ceux de destination.

Il est primordial que les politiques migratoires respectent les droits humains fondamentaux tout en tenant compte de la sécurité nationale. C'est là un équilibre délicat et nécessaire, d'autant plus que les familles qui migrent sont souvent soumises à des mesures qui menacent leurs droits fondamentaux, leur unité et leur intégrité. C'est pourquoi, notre région reste profondément attachée aux initiatives et processus clefs telles que les négociations intergouvernementales en cours sur le pacte mondial pour des migrations sûres, régulières et ordonnées. Nous pensons que, quel que soit leur statut migratoire, les droits de l'homme de tous les migrants, ainsi que leur contribution au développement durable, doivent être au centre des débats.

Les membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes continueront d'appuyer et de porter les efforts collectifs que nous déployons ici, à l'ONU, pour tenir les engagements que nous avons pris dans la Charte des Nations Unies, à savoir proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande, et à ces fins pratiquer la tolérance et vivre en paix l'un avec l'autre.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Bélarus, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Europe orientale.

**M. Rybakov** (Bélarus) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom du Groupe des États d'Europe orientale.

Je remercie le Président de l'Assemblée générale d'avoir maintenu cette question à l'ordre du jour de l'ONU. Nous saluons toutes les autres initiatives

importantes prises par l'Assemblée générale en vue de sensibiliser le public à la souffrance des victimes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie, de l'intolérance qui y est associée et de toutes les formes de discrimination.

La Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. La Charte des Nations Unies est fondée sur le principe du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. La Déclaration et le Programme d'action de Durban, adoptés à la Conférence mondiale organisée en Afrique du Sud en 2001, demeurent un ensemble important de lignes directrices pour l'action internationale, régionale et nationale contre le racisme.

Aujourd'hui, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, nous nous réunissons pour réaffirmer notre détermination et notre leadership dans l'intensification des efforts pour mettre fin à la discrimination raciale sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et pour garantir les libertés fondamentales des êtres humains partout dans le monde. Nous restons déterminés à lutter contre le racisme et la discrimination raciale, et cette lutte demeure une priorité de notre programme en matière de droits de l'homme. Nous réaffirmons que la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale est et doit rester le fondement de tous les efforts visant à prévenir, combattre et éliminer le racisme.

Nous réaffirmons qu'il importe de ratifier et d'appliquer pleinement la Convention, qui devrait être une priorité pour tous les pays. Il va sans dire que nous avons fait des progrès considérables dans la lutte mondiale contre le racisme et la discrimination raciale au cours des dernières décennies. Toutefois, les manifestations de discrimination raciale dans certaines régions du monde continuent de nous alarmer. La lutte contre le racisme doit être une priorité consensuelle pour l'ensemble de la communauté internationale, qui doit appliquer intégralement la Convention et les autres traités pertinents relatifs aux droits de l'homme.

Combattre le racisme reste d'actualité. L'impact du racisme ne doit pas être sous-estimé. Le racisme donne lieu à de graves violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, entrave l'égalité des chances, dévalorise les individus, divise les

communautés, engendre la peur et alimente l'inimitié entre les sociétés et en leur sein. Nelson Mandela a dit un jour,

« Personne ne naît en haïssant une autre personne à cause de la couleur de sa peau, de ses origines ou de sa religion. Les gens doivent apprendre à haïr, et s'ils peuvent apprendre à haïr, ils peuvent apprendre à aimer, car l'amour jaillit plus naturellement du cœur humain que son opposé ».

Nous devons unir l'humanité autour de valeurs communes pour combattre le fanatisme, la haine, l'extrémisme et le terrorisme et créer un environnement propice aux relations humaines et au respect des droits de l'homme, sur la base des principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Nous devons prendre de nouvelles mesures concertées, au niveau international, pour lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

Nous insistons sur la nécessité de s'attaquer avec plus de détermination et de volonté politique à toutes les formes et manifestations du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée dans tous les domaines de la vie et partout dans le monde. Nous continuerons à promouvoir l'inclusion, l'acceptation et l'égalité aux quatre coins de la planète et nous ne cesserons jamais d'œuvrer pour un monde plus sûr, plus égalitaire et plus respectueux, fondé sur le droit international. La discrimination et l'intolérance raciales doivent devenir un chapitre définitivement clos de notre histoire.

**M. Montwedi** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : L'Afrique du Sud s'associe pleinement à la déclaration faite par le représentant de la Gambie au nom du Groupe des États d'Afrique.

Le Gouvernement sud-africain sait gré de cet insigne honneur qui lui revient de faire une déclaration à l'importante réunion commémorative d'aujourd'hui organisée à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Le thème choisi pour l'événement de ce jour ne pouvait pas être plus opportun, en particulier au vu de la résurgence actuelle des idéologies suprémacistes et du populisme national dans de nombreuses régions du monde.

L'Afrique du Sud est honorée que l'Assemblée générale et les organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme aient décidé de proclamer le 21 mars Journée internationale pour l'élimination de la discrimination



raciale, et nous leur exprimons toute notre reconnaissance. Cette décision d'une importance capitale a été prise en mémoire de la tragédie de Sharpeville, où 69 de nos compatriotes innocents ont perdu la vie, tués par le cruel système de l'apartheid. Ces personnes et tous ceux qui les avaient rejoints en masse ce jour-là demandaient simplement le rétablissement de leur dignité humaine et de leur égalité de droits. En réaction, le régime de l'apartheid a fait subir la pire tragédie et les pires actes de répression à nos héros et camarades de lutte pour la libération nationale. Mû par la même logique que celle qui anime l'ONU, le Gouvernement sud-africain célèbre d'ailleurs la Journée des droits de l'homme le 21 mars.

Comme beaucoup dans cette salle s'en souviendront, l'ancienne Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M<sup>me</sup> Mary Robinson, et le regretté Président Nelson Mandela avaient formé un partenariat en amont de la Conférence mondiale de 2001 contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, afin de produire un engagement historique visant à éradiquer tous les fléaux liés au racisme. Cet engagement, intitulé « Tolérance et Diversité : Une Vision pour le XXI<sup>e</sup> siècle », trouve un magnifique écho dans le thème choisi pour cette occasion spéciale aujourd'hui, dont il est complémentaire.

Ces thèmes, ainsi que les mouvements contre le racisme partout dans le monde, montrent de plus en plus clairement que les habitants de notre planète ont atteint un seuil de tolérance zéro à l'égard des maux liés au racisme, qui sont une atteinte fondamentale à l'humanité, à la coexistence pacifique et à la dignité humaine. Concrètement, le racisme va à l'encontre de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des deux grands Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

L'année 2018 marque le centenaire de la naissance de feu le Président Nelson Mandela - une icône mondiale, un combattant de la liberté et un défenseur acharné des droits de l'homme, y compris les droits des femmes, l'égalité des sexes et les droits de l'enfant. Le Gouvernement sud-africain a lancé un programme d'un an pour célébrer la vie et l'héritage de cette icône mondiale. Les activités prévues revêtent une dimension à la fois nationale et internationale.

Aujourd'hui, tandis que nous célébrons cet événement commémoratif, il convient de se rappeler de l'héritage de Nelson Mandela pour mieux l'incarner, et en particulier de son dévouement total à la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et de sa vision de

l'unité, de la tolérance et de la cohésion sociale au sein des nations et entre elles. Il faut enseigner à la communauté mondiale, en particulier aux enfants et aux jeunes, que le racisme est un vice et non une valeur. Le rejet du racisme ne doit pas nous empêcher de construire des sociétés inclusives, comme l'envisage le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Avant de conclure, qu'il me soit permis de rappeler que l'ONU a donné au Gouvernement sud-africain le privilège d'accueillir la troisième Conférence des Nations Unies contre le racisme en 2001, dans notre ville bien-aimée de Durban. Nous nous félicitons que la résolution 72/157 souligne que la Déclaration et le Programme d'action de Durban demeurent le seul document final prescrivant des mesures globales pour lutter contre tous les fléaux liés au racisme. La Déclaration et le Programme d'action de Durban constituent un résultat tangible, orienté vers l'action, tourné vers l'avenir et susceptible d'être mis en œuvre par tous les États et toutes les parties prenantes qui veulent éliminer les fléaux liés au racisme. Le document prescrit des mesures concrètes et des recours efficaces pour tous les cas de violations des droits de l'homme résultant d'actes racistes.

L'Afrique du Sud encourage les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, en particulier ceux qui ne l'ont pas encore fait, à manifester leur attachement à la lutte contre le racisme en ratifiant la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, en levant leurs réserves à cet instrument fondamental, en particulier celles concernant les articles 4 et 5, et en faisant les déclarations requises, conformément à l'article 14 de la Convention. L'ONU ne doit pas relâcher ses efforts, même un instant, tant que les fléaux liés au racisme ne sont pas éliminés et que tous les peuples du monde ne jouissent pas de leur liberté et de leur dignité.

**M<sup>me</sup> Rodríguez Camejo** (Cuba) (*parle en espagnol*) : Cuba s'associe à la déclaration faite par le Représentant permanent de l'Uruguay au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

Dix-sept ans après l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, la mise en œuvre intégrale de ses documents reste une question en souffrance sur la voie de la pleine jouissance de l'égalité des droits pour tous les êtres humains. La mise en œuvre effective des accords convenus à Durban représente un défi et une obligation morale, non seulement s'agissant de régler les graves situations de discrimination qu'on peut voir aujourd'hui dans le monde, mais aussi pour

ce qui de s'acquitter de la dette que nous avons envers les millions de victimes de ces pratiques abominables tout au long de l'histoire. Pour y parvenir, la volonté politique, aux niveaux national et international, est indispensable, de même que la consolidation d'une véritable culture de paix, de coopération internationale et de solidarité.

Nous observons avec une profonde préoccupation que les manifestations du racisme et de la xénophobie, loin de reculer, sont en augmentation et prennent même des formes nouvelles et sophistiquées. Plus inquiétant encore est le fait que cela se produise précisément l'année où la Déclaration universelle des droits de l'homme fête son soixante-dixième anniversaire et où nous, les États Membres, sommes engagés dans des discussions intenses pour faire en sorte que, grâce au processus de réforme en cours, l'ONU soit plus en phase avec les besoins de nos peuples.

Malheureusement, en cette année où nous sommes engagés dans d'importants processus de négociation pour l'adoption de pactes mondiaux sur les migrants et les réfugiés, les manifestations d'intolérance se multiplient et visent plus particulièrement ces personnes, qui viennent de cultures différentes et de régions du monde où sévissent la guerre, la violence et la pauvreté. Tous les États Membres doivent saisir l'occasion offerte par les discussions sur ces questions pour renforcer la coopération internationale en matière de la lutte contre la discrimination raciale, de lutte contre les stéréotypes qui conduisent à l'exclusion et de lutte pour le respect de la dignité humaine, indépendamment de l'origine nationale, ethnique ou religieuse.

Cuba reste inébranlable dans sa volonté d'accompagner et d'encourager toutes les mesures prises pour parvenir à la pleine mise en œuvre des engagements de Durban. Il est temps de mettre fin à la discrimination dont sont victimes des races, des ethnies, des nations et des communautés entières. Des mesures efficaces doivent être prises pour éliminer les causes profondes de ces problèmes, parmi lesquelles le sous-développement, la pauvreté et l'exclusion sociale. Nous confirmons une nouvelle fois notre détermination à continuer de participer à cet effort et, à cet égard, réaffirmons notre volonté de continuer à mettre en œuvre au niveau national le Programme d'activités de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et d'appuyer les travaux du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine et du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

Nous, les Cubains, nous sommes fiers de l'origine diverse de notre nation, à l'édification de laquelle de nombreux peuples ont contribué. Cette fierté s'exprime concrètement par la volonté politique claire de notre État et de notre gouvernement de lutter contre toute manifestation de racisme ou d'intolérance, par l'application d'une politique socioéconomique qui ne discrimine personne pour quelque motif que ce soit et par une solidarité internationale sans exclusive.

Elle se manifeste également par l'exercice d'une démocratie largement participative dans laquelle tous les Cubains, indépendamment de leur origine, de leur couleur de peau, de leurs croyances ou de leurs opinions politiques, jouissent de droits égaux. Cuba entame d'ailleurs ces jours-ci la dernière phase d'un processus d'élections générales dans lequel 85,65 % des plus de 8 millions de Cubains ayant le droit de vote se sont rendus aux urnes et ont exprimé librement leur soutien majoritaire à la construction et à l'amélioration constante d'un projet économique, politique et social fondé sur la justice, la solidarité, le bien-être des personnes et sur un socialisme toujours plus prospère et durable.

Cuba réaffirme son ferme attachement à la promotion et au respect de tous les droits de l'homme pour tous, et continuera de prendre part à la lutte contre le racisme et les autres formes de discrimination, pour la réalisation des droits des peuples et pour le respect de la diversité.

**M. Begeç** (Turquie) (*parle en anglais*) : Tous les êtres humains naissent égaux en dignité et en droits. Toute doctrine ou pratique prônant une supériorité raciale est juridiquement et moralement inacceptable et ne peut être justifiée pour quelque motif que ce soit. Nous ne saurions trop insister sur ce point.

La ratification universelle et l'application effective de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale sont un impératif si on veut lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Nous sommes profondément préoccupés par l'émergence de graves obstacles à l'application effective de la Convention, ainsi qu'à la lutte mondiale contre toutes les formes de racisme. Les migrants et autres groupes vulnérables continuent d'être victimes, à des niveaux alarmants, d'inégalité de traitement, de préjugés, de stéréotypes, de stigmatisation, de discrimination, d'intolérance, d'hostilité, d'attaques violentes, de crimes inspirés par la haine et d'un discours de refus sur la scène publique.

Il est de plus en plus urgent de s'attaquer sérieusement aux tendances actuelles qui se traduisent par de nouvelles formes de racisme, telles que le nationalisme xénophobe, l'islamophobie et l'antisémitisme, et de prendre sans délai des mesures à cet effet. L'hostilité et les crimes inspirés par la haine ont de graves répercussions sur le sentiment de sécurité au sein des communautés musulmanes et migrantes en général. Ces incidents restent très peu répertoriés et signalés à travers le monde. Le fait qu'ils soient présentés comme des incidents isolés ou comme des cas motivés par des préjugés contre des personnes affaiblit grandement l'action menée pour s'attaquer aux causes profondes du problème. Il faut donc intensifier les efforts de surveillance et de signalement de ces crimes haineux, ainsi que la collecte de données en la matière, afin de mieux comprendre l'ampleur des manifestations d'hostilité à l'égard des membres de certaines religions, des migrants et des groupes vulnérables de la société.

Le fléau du racisme, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a évolué de manière dangereuse pour se transformer aujourd'hui en une menace grave et concrète à la paix mondiale et à l'harmonie sociale. Le thème choisi pour la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale cette année – « Promouvoir la tolérance, l'inclusion, l'unité et le respect de la diversité dans le contexte de la lutte contre la discrimination raciale » – est tout à fait d'actualité. Nous devrions utiliser ce thème pour trouver des moyens de susciter la tolérance et de combattre les tendances contemporaines du racisme et de la discrimination. Il est fondamental que des personnalités éminentes, en particulier les hommes politiques et les représentants des médias dans les pays où des actes discriminatoires sont fréquemment commis, tiennent un discours d'union, au lieu d'employer le langage de la division.

Nous ne devons pas oublier que nous avons l'obligation morale et juridique de protéger le droit des individus contre toute forme de discrimination. La lutte contre toutes les formes et manifestations de discrimination et d'intolérance ne sera couronnée de succès que si la communauté internationale dans son ensemble s'attaque d'urgence et de manière efficace au problème.

**M. Ajayi** (Nigéria) (*parle en anglais*) : Ma délégation se félicite de la tenue de cette réunion commémorative à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, étant donné

l'importance de ce sujet pour la coexistence pacifique et l'harmonie entre les nations.

Le Nigéria s'associe à la déclaration faite par le représentant de la République de Gambie au nom du Groupe des États d'Afrique et voudrait souligner ce qui suit à titre national.

L'objectif cardinal de la politique étrangère nigériane est l'élimination de la discrimination raciale dans toutes ses ramifications. Nous nous fondons pour cela sur un constat démographique : un Africain sur quatre est nigérian. Le fait que le Nigéria abrite la plus grande concentration au monde d'hommes et de femmes noirs - la race qui a subi le plus de préjugés fondés sur la discrimination raciale - nous a renforcés dans notre conviction que la discrimination raciale n'est pas seulement contraire au développement, mais est aussi un trouble pathologique grave qui n'a pas sa place dans l'histoire moderne. Notre engagement inébranlable en faveur de l'élimination de la discrimination raciale a toujours placé le Nigéria à l'avant-garde des campagnes et des efforts mondiaux visant à éliminer ce fléau.

L'action du Nigéria dans la lutte mondiale contre la discrimination raciale est largement reconnue dans le concert des nations. Pendant plus de 20 ans, tandis que la République d'Afrique du Sud était sous le régime de l'apartheid, le Nigéria a montré la voie à suivre et dirigé avec engagement, détermination, résilience et abnégation le Comité spécial de l'ONU contre l'apartheid et défendu la cause de la majorité de la population sud-africaine. Cette permanence a aussi permis au Nigéria d'être considéré comme un membre fiable du club des États de première ligne, bien qu'il soit géographiquement éloigné des frontières de l'Afrique australe.

La Journée internationale de la discrimination raciale est l'occasion de renouveler notre engagement pour consolider les succès enregistrés avec l'abolition de la traite des esclaves, du colonialisme et de l'apartheid, et pour faire en sorte que leurs répercussions, qui se font toujours sentir parmi les personnes d'ascendance africaine, soient complètement éliminées. Ces dernières années, on assiste dans le monde à une montée de la xénophobie, de l'extrémisme religieux, des campagnes de haine, de l'islamophobie et d'une foule d'autres maux qui posent de sérieux problèmes pour la coexistence pacifique. Ces tendances sont susceptibles d'annuler les acquis engrangés au fil des ans, d'autant plus que les groupes extrémistes profitent de leur essor pour diffuser des slogans très proches de la haine. Cela doit servir de rappel à tous les pays épris de paix pour qu'ils

redoublent d'efforts et créent des synergies par-delà les barrières religieuses, ethniques et géographiques afin de vaincre ensemble ces groupes terroristes.

Le Nigéria appuie l'appel à la création d'une instance permanente pour les personnes d'ascendance africaine afin de fournir un appui énergique aux efforts mondiaux visant à éliminer les manifestations contemporaines de la discrimination raciale. Parce qu'ils sont les plus touchés, les Africains ont besoin d'un forum permanent où définir et exprimer les intérêts et les aspirations de l'Afrique. Nous nous engageons à mettre en œuvre les dispositions des instruments pertinents interdisant et condamnant la discrimination raciale et plaidons pour l'élimination totale de toutes ses formes et manifestations. Nous nous félicitons par ailleurs de la création du bureau du rapporteur spécial sur la

discrimination raciale, qui est un moyen d'assurer la surveillance requise de tous les actes, comportements et faits susceptibles de constituer une discrimination raciale ou de faire obstacle aux efforts mondiaux pour lutter contre la discrimination raciale, la xénophobie, le racisme et l'intolérance qui y est associée.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le cadre de cette réunion commémorative.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 70 de l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 16 h 40.*